

BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 25 juin au 1 juillet 2024

Sommaire

Le chiffre de la semaine	2
En bref	2
Actualités macroéconomiques	3
CONJONCTURE	3
Actualités commerce & investissement	4
COMMERCE	4
INVESTISSEMENT	4
Actualités financières.....	5
REGLEMENTATION FINANCIERE	5

Le chiffre de la semaine

Au premier trimestre 2024, la croissance britannique s'établit à +0,7%, selon la seconde estimation de l'[ONS](#). Elle a été révisée positivement (+0,1 pt), après une première estimation à +0,6% en mai, qui témoignait déjà du plus fort taux de croissance trimestrielle enregistré depuis 2021. Pour rappel, aux deux derniers trimestres de 2023, l'économie britannique était en situation de récession technique, enchaînant deux contractions consécutives du PIB en volume (-0,1% au T3 et -0,3% au T4 de 2023). L'économie britannique se situe désormais 1,8 pt au-dessus de son niveau pré-COVID (T4 2019).

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,7%

En bref

Estimant que l'introduction du nouveau système de contrôle des marchandises aux frontières augmenterait les coûts d'importation jusqu'à 25%, [l'association](#) des horticulteurs britanniques s'est associée à d'autres représentants professionnels européens afin de réclamer la mise en place de procédures facilitées pour leurs produits.

Le Royaume-Uni décide de la [prolongation](#) des mesures de sauvegarde sur les importations d'acier jusqu'en juin 2026 et maintient la suspension octroyée en faveur des importations ukrainiennes.

L'agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) publie son rapport annuel portant sur la mise en œuvre des principes de l'Equateur.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Les chiffres **révisés** de la croissance britannique témoignent d'une reprise encourageante en ce début d'année 2024. La croissance trimestrielle s'est établie à +0,7% au premier trimestre de 2024, au-dessus de la première estimation (+0,6%). Elle est surtout portée par la réduction du déficit commercial (contribution de +0,56 pt), les importations ayant diminué plus fortement que les exportations. La consommation privée a soutenu la croissance (contribution de +0,25 pt) alors que l'impact de la consommation publique a été révisé à la baisse et n'a finalement pas pesé (contribution de +0,0 pt). Enfin, la formation brute de capital fixe a contribué négativement à la croissance (-0,11 pt), car l'investissement n'a pas compensé la déplétion des stocks.

Le PIB par tête **croît** plus fortement que prévu, pour la première fois après sept trimestres consécutifs sans évolution positive. Après une première estimation déjà positive (+0,4%), la croissance du PIB par tête a finalement été enregistrée à +0,5%, suite à presque deux ans de baisse.

L'acquis de croissance du PIB pour l'année 2024 se rapproche déjà des prévisions de l'OCDE ou du FMI, selon l'ONS. Après la révision à la hausse de la croissance trimestrielle au T1-2024, l'acquis de croissance atteint 0,4%. Il égale ainsi la prévision de l'OCDE pour la croissance annuelle du PIB britannique, et est déjà proche de la prévision initiale du FMI (0,5%). Depuis, le FMI a réhaussé sa prévision de croissance à 0,7% pour l'année 2024. L'acquis de croissance correspond au taux de croissance annuel du PIB si la croissance trimestrielle pour les trimestres restants demeurerait nulle.

L'indice **PMI manufacturier** (final) a atteint 50,9 au mois de juin, après une première estimation à 51,4. Selon les directeurs d'achat, le secteur manufacturier britannique poursuivrait sa dynamique positive, à un rythme toutefois moindre qu'au mois précédent. En mai, le PMI manufacturier atteignait son niveau le plus élevé depuis 22 mois, à 51,2. En juin, l'indice PMI favorable s'explique par une hausse des nouvelles commandes et de la production, ainsi que des conditions favorables de livraison. En revanche, la diminution par rapport à mai s'explique par une baisse de l'emploi et des stocks, du fait d'une inflation persistante des coûts de production conduisant les entreprises à faire des choix d'optimisation. L'optimisme des entreprises reste proche du pic (depuis 27 mois) atteint en mai, puisque 57% des entreprises s'attendent à une hausse de la production dans l'année à venir. Un indice supérieur à 50 indique une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une contraction.

Les approbations de prêts hypothécaires en mai continuent de **diminuer** après le pic de mars, selon la Banque d'Angleterre. Le nombre de prêts hypothécaires accordés pour l'achat de logements a été de 60 000 en mai (après 60 800 en avril). De la même manière, les approbations nettes de réhypothèques ont diminué très légèrement, de 29 900 à 29 600 entre avril et mai. En mai, les particuliers ont emprunté, en net, 1,2 Md£ de dettes hypothécaires, contre 2,2 Md£ en avril.

Les crédits à la consommation ont [rebondi](#) en mai, selon la Banque d'Angleterre. Les emprunts nets de crédit à la consommation ont augmenté, passant de 0,8 Md£ en avril à 1,5 Md£ en mai. Cela s'explique par la hausse des emprunts nets via les cartes de crédit, qui sont passés de 0,2 Md£ à 0,6 Md£ en mai, et par la hausse des emprunts nets via d'autres formes de crédit à la consommation (prêts personnels, concessionnaires automobiles, ...) qui ont augmenté de 0,6 Md£ à 0,9 Md£ sur la même période.

Selon [Nationwide](#), les prix de l'immobilier ont crû de +0,2% au mois de juin (après +0,4% en mai). En glissement annuel, l'augmentation des prix de l'immobilier s'établit à +1,5%. Ces chiffres surprennent les analystes, leurs attentes correspondant plutôt à une contraction mensuelle de 0,1% et une augmentation de 1,1% sur l'année. Au niveau régional, les données sont plus hétérogènes, avec par exemple une forte croissance annuelle des prix de l'immobilier en Irlande du Nord et au Nord-Ouest de l'Angleterre (+4,1%), et de fortes contractions dans le Sud-Ouest et l'Est (respectivement -1,5% et -1,8%).

Actualités commerce & investissement

Commerce

Le ministère pour les entreprises et le commerce (DBT) aurait décidé de supprimer des postes de « conseillers au commerce » dans les consulats britanniques aux États-Unis. Alors que le gouvernement britannique s'emploie à renforcer la relation bilatérale commerciale avec les États-Unis par le biais de MoU signés au niveau des États fédérés, le ministère pour les entreprises et le commerce ([DBT](#)) a décidé de réduire le nombre de « conseillers au commerce » présents sur le territoire. Ces derniers sont chargés de suivre la mise en œuvre de ces protocoles d'entente, d'accompagner les entreprises britanniques dans leurs projets avec les États-Unis ainsi que de promouvoir l'attractivité du Royaume-Uni auprès des acteurs américains.

Investissement

Le ministère pour les entreprises et le commerce (DBT) publie ses statistiques d'attractivité pour l'année fiscale 2023-2024. Selon le [gouvernement](#) britannique, le Royaume-Uni a accueilli 1 555 projets d'investissements, dont 611 projets portés par de nouveaux investisseurs, en légère baisse par rapport à l'année dernière (1 654 projets). Les secteurs les plus attractifs sont l'informatique, les services financiers, les infrastructures et l'environnement ainsi que le secteur automobile. Ces projets ont permis de créer plus de 70 000 emplois. En dehors de Londres, ce sont les régions des West Midlands (Birmingham) et du Sud-Est qui ont attiré le plus d'investissements. Les États-Unis demeurent la principale source des investissements directs étrangers en nombre de projets (376), suivis par l'Inde (108) et la France (102).

Actualités financières

Règlementation financière

L'enseigne de fast-fashion SHEIN a déposé une demande d'introduction en bourse confidentielle auprès de l'autorité des marchés financiers britanniques (FCA), selon [Reuters](#). L'entreprise basée à Singapour et fondée en Chine est également dans l'attente d'une autorisation des autorités chinoises pour le transfert de sa cotation à Londres. Si son introduction en bourse a lieu à Londres (aucun horizon temporel n'est donné), elle peut, selon diverses sources viser une valorisation de près de 50Md£, ce qui en ferait la plus importante introduction en bourse de l'histoire du London Stock Exchange. Toutefois, compte tenu des interrogations sur le respect par l'entreprise des droits humains dans ses usines, soulevées par certains législateurs américains et britanniques, la FCA fait l'objet d'une campagne visant à empêcher cette introduction en bourse. Selon les groupes de défense des droits qui animent cette campagne, l'introduction en bourse de SHEIN à Londres porterait un coup à la crédibilité du régulateur et aux ambitions de Londres dans la finance durable. Rappelons que la FCA ne dispose pas de pouvoirs lui permettant de refuser l'admission à la cotation d'une entreprise qui respecterait par ailleurs toutes les exigences fixées en la matière par le droit boursier quand bien même ses pratiques contreviendraient à d'autres textes, hors du champ de compétence du régulateur.

La livre sterling profite de la prévisibilité du résultat des élections générales du 4 juillet et d'une politique monétaire qui pourrait rester restrictive plus longtemps. Comme l'écrit [Bloomberg](#), les *hedge funds* et acteurs de marché ayant recours à un important effet de levier détiennent les plus grandes positions acheteuses de la devise britannique depuis septembre dernier. La livre sterling bénéficie d'un sentiment de marché optimiste par rapport à l'euro notamment, contre lequel elle se trouve au point le plus haut depuis près de 2 ans. Les analystes mettent en avant la relative responsabilité budgétaire du Royaume-Uni par rapport à certaines économies européennes et la perspective du déploiement de politiques économiques « *mainstream* » par le nouveau gouvernement britannique issu des élections générales.

Les investisseurs ayant subi des pertes financières sur des investissements en actions d'entreprises britanniques cotées entament des [poursuites judiciaires](#). La semaine dernière les investisseurs institutionnels de l'entreprise Serco ont conclu à l'issue d'un procès un accord avec l'entreprise suite à la chute de son cours de bourse après des révélations sur ses pratiques de surfacturation. Si ces recours collectifs d'actionnaires sont relativement fréquents aux Etats-Unis, c'est la première fois que des investisseurs institutionnels demandent réparation financière à une entreprise britannique dans le cadre d'une procédure judiciaire. Des poursuites similaires sont par ailleurs déposées devant la Haute Cour contre d'autres sociétés cotées à Londres, dont Glencore, Standard Chartered et Barclays. Les plaignants les justifient par l'amélioration des standards de gouvernance qui en découleraient, et par la nécessité de tenir les entreprises responsables de leurs pratiques, tandis que d'autres dénoncent le caractère délétère de ce type de litiges d'actionnaires pour l'attractivité du marché boursier britannique. Il est à noter que les entreprises visées sont le plus souvent celles dont le cours de bourse a enregistré les baisses les plus significatives, avec pour toile

de fond la contre-performance générale du FTSE100, principal indice britannique par rapport au S&P 500 sur la dernière décennie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr